

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction du Développement Economique - Association « Pôle Solutions Communicantes Sécurisées » - Octroi d'une subvention

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.094

Date de la convocation :

Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur DAUNIS,

Labellisé Pôle de Compétitivité Mondial en juillet 2005 et Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique Solidaire (PRIDES) en 2017, le Pôle Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) regroupe les acteurs de la microélectronique, du logiciel, des télécommunications, des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le Pôle SCS a pour de développer des projets R&D innovants compétitifs, de contribuer au développement des PME et à la création d'un écosystème approprié au développement régional global des TIC.

Les objectifs du Pôle sont les suivants :

- Générer des avancées technologiques « industry first » dans les 3 domaines stratégiques ci-dessus en développant des projets de R&D collaboratifs qui peuvent être déployés dans des filières industrielles, en particulier des PME et les marchés qui peuvent en tirer un avantage compétitif ;
- Etre un cluster international de référence, visible et reconnu par des clusters et grands groupes internationaux afin d'engager son écosystème industriel, et en particulier ses TPE/PME, sur des positions dominantes dans leurs marchés ;
- Renforcer nos actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnants sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de notre écosystème dans nos domaines stratégiques des technologies au business management ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Des actions plus spécifiques sont menées sur le territoire de la CASA, telles que :

- Animation de l'écosystème du numérique sophilopolitain ;
- Soutien et accompagnement au sein de CIMPACA ;
- Coopération avec le pôle Cap Energie sur le projet REI PACA ;
- Contribution au salon eSAME ;
- Contribution à la GPECT de la CASA.

C'est dans ce contexte que le Pôle SCS, hébergé au Business Pôle, sollicite la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour un montant de 30 000 € pour l'année 2016 afin de l'accompagner dans ses missions.

La CASA a octroyé au Pôle SCS une subvention de 30 000 € en 2014 et 2015.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir le Pôle SCS et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association "Pôle SCS" dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de mission Sophia Antipolis.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir le Pôle SCS et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et l'association "Pôle SCS" dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de mission Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SCS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 juin 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association « Pôle Solutions Communicantes Sécurisées » régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de promouvoir aux niveaux français, européen et international, les solutions communicantes sécurisées des membres de l'association, dont le siège social est situé Business Pôle, 1047 route des Dolines, Allée Pierre Ziller, Bâtiment B, entrée B- 06560 Valbonne, représentée par Monsieur Georges FALESSI, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Directeur, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Pôle SCS**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, le Pôle SCS exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence a pour objectifs de développer des projets R&D innovants compétitifs, de contribuer au développement des PME et à la création d'un écosystème approprié au développement régional global des TIC.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Dans ce cadre, il est prévu que les actions 2016 du Pôle SCS visent à renforcer la compétitivité des entreprises par l'innovation et le développement pour aboutir à la mise sur le marché des produits, procédés et services innovants contribuant ainsi à la croissance des entreprises et à la création d'emplois.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Pôle SCS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule.

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grand au niveau mondial en s'appuyant sur les trois « Smart Specialisation Areas » (SSA) qu'il a défini en lien avec les acteurs de la microélectronique et des logiciels & services. A savoir :

1 Le « Sans Contact »

Il s'agit d'une technologie de communication sans fil à courte portée par radio fréquence (émission et réception d'informations entre objets sur de courtes distances.

2 Les Réseaux, le M2M et les services mobiles

Les technologies M2M visent à mettre en relation des objets communicants et les systèmes d'information.

Les travaux menés par les membres du Pôle SCS ont permis d'identifier et de hiérarchiser les principaux enjeux technologiques, les principaux usages de demain et les principaux marchés client consommateurs de technologies liés à la thématique des Réseaux, M2M & Services Mobiles.

- Marchés cibles : Energie, Santé-Médical-Pharmaceutique, Services aux particuliers, Environnement recyclage, Consumer Electronics ;
- Usages cibles : Application Mobile Devices, Monitoring des biens et des personnes, Infrastructures publiques ;
- Enjeux Technologiques : Gestion et Optimisation de la consommation énergétique, Interopérabilité et convergence, Performance et maîtrise de nouveaux contenus

3 La Sécurité et les Identités Numériques

Les services numériques font déjà partie intégrante de la vie courante. Dans ce contexte, l'identité numérique devient de plus en plus une nécessité pour accompagner la croissance très forte de la dématérialisation des actes, de l'économie numérique et des réseaux sociaux.

L'enjeu majeur réside donc dans l'établissement d'une confiance numérique entre les deux parties qui traitent ensemble, à savoir le service et l'utilisateur.

Les principaux objectifs généraux de développement du pôle à court moyen terme, développés dans la feuille de route stratégique dans le respect des orientations de la politique des pôles de compétitivité, sont résumés comme suit :

- Générer des avancées technologiques « industry first » dans les 3 domaines stratégiques ci-dessus en développant des projets de R&D collaboratifs qui peuvent être déployés dans des filières industrielles, en particulier des PME et les marchés qui peuvent en tirer un avantage compétitif ;
- Etre un cluster international de référence, visible et reconnu par des clusters et grands groupes internationaux afin d'engager son écosystème industriel, et en particulier ses TPE/PME, sur des positions dominantes dans leurs marchés ;
- Renforcer nos actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de notre écosystème dans nos domaines stratégiques des technologies au business management ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

En contre partie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le Pôle SCS pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 1 068 995 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le Pôle SCS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 30 000 €

Cette subvention sera versée en 2 temps : 80 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 20 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

Le Pôle SCS s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention /

- Nombre de projets collaboratifs innovants labellisés pré industriels sur les SSA

- Nombre de projets Européens labellisés comprenant au moins 1 TPE/PME/ETIs
- Nombre de réunions et d'animations organisées par le Pôle et/ou ses partenaires
- % des projets labellisés (hors ANR) portés par une TPE/PME/ETI
- Croissance du CA de l'échantillon cible
- Nombre de PME bénéficiant des services d'accompagnement dans le cadre des actions collectives
- Nombre de TPE/PME/ETI dans des salons et rencontres d'affaires internationaux
- Nombre de conventions de partenariats technologiques avec des Pôles et clusters internationaux
- Nombre de rencontres Grands Groupes – écosystème du Pôle SCS
- Nombre de missions, salons et rencontres d'affaires internationaux
- Nombre d'articles de presse dans les médias nationaux et internationaux
- Followers inscrits sur les sites du pôle : LinkedIn, Twitter, Facebook

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : Le Président de l'Association SCS et la Direction Opérationnelle

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le Pôle SCS.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le Pôle SCS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association le Pôle SCS remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version

détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'Association Pôle SCS est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ Le Pôle SCS devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association Pôle SCS, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le Pôle SCS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association Pôle SCS,
Le Directeur

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Georges FALESSI

Jean LEONETTI

2. Budget prévisionnel de l'association/structure

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2016

date de début :01/01/16

date de fin :31/12/16

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 – Achats	2 910	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	38 944
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation ⁶	
Autres fournitures		Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	270 000
61 - Services extérieurs		-PRE	
Locations	12 740	-	
Entretien et réparation	7 000	Région(s) : PACA	176 664
Assurance	679	-	
Documentation		Département(s) : CG06 CG13 CG83	30 000
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	169 039	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
Publicité, publication	6 175	NCA CASA CPA MPM TPM	140 000
Déplacements, missions	70 152	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	13 580	-	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	45 457	- CAF	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	523 329	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	204 354	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10670	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	413 388
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	2 910	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 068 995	TOTAL DES PRODUITS	1 068 995
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	104 500	Dons en nature	104 500
TOTAL	1 173 495	TOTAL	1 173 495

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.094
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association " Pôle Solutions Communicantes Sécurisées " -
Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937100
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-23-27.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h23:44

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6093-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6093
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Association " Pôle Solutions Communicantes Sécurisées " - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6093-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160606-AOI_6093-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160606-AOI_6093-DE-1-1_3.pdf